

Madame la Présidente, Excellences,

Merci pour cette opportunité de m'adresser à vous concernant la situation en Afghanistan. Je m'appelle Mariam Safi, je suis afghano-canadienne et dotée de 15 ans d'expérience dans la recherche et la construction de la paix en Afghanistan.

Avant tout, je voudrais exprimer ma solidarité avec les Ukrainiens et les Ukrainiennes—ayant connu le conflit pendant des années, le peuple afghan partage votre souffrance et je salue votre détermination.

Aujourd'hui, j'ai apporté avec moi un petit bout de l'Afghanistan, un peu de terre que j'ai gardée depuis ma première visite en 2007. À mes yeux, chaque grain représente une femme, un homme ou un enfant afghan—leur courage, leurs aspirations et leurs sacrifices. Ce morceau de terre doit nous rappeler que l'Afghanistan vaut plus que des images à la télévision ou des chiffres sur un papier. Il représente les dizaines de milliers d'Afghans et d'Afghanes tués, les Hazaras et autres groupes ethniques qui sont encore persécutés, un million d'enfants en proie à la malnutrition, les 24 millions de personnes en besoin d'assistance humanitaire et les dizaines de manifestantes, de représentants de la société civile et de journalistes qui ont été détenus, kidnappés ou tués depuis le 15 août. Les décisions que vous prenez dans cette instance touchent presque 40 millions de personnes.

Aujourd'hui, mon allocution sera centrée sur les priorités pour le nouveau mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), la crise humanitaire et l'avenir politique de l'Afghanistan.

À la suite des événements du 15 août, la communauté internationale a pris des mesures considérables pour aider le peuple afghan. L'ONU a pris en charge la plus grande aide humanitaire de l'histoire récente. Le Conseil de sécurité a renouvelé le mandat de l'Équipe de surveillance qui donne son appui au Comité des sanctions concernant l'Afghanistan. Et l'Assemblée générale a reporté la décision concernant la demande des talibans à représenter l'Afghanistan auprès de l'ONU.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Comme l'a récemment évoqué le Secrétaire général M. Guterres, l'Afghanistan ne tient qu'à un fil. Il en est de même pour la crédibilité de l'ONU, du Conseil de sécurité et de la communauté internationale. La construction de la paix en Afghanistan a été intrusive, poussée par l'extérieur, menée par les hautes sphères et technocratique pendant 20 ans. L'Afghanistan a été exploité par des pays puissants à des fins personnelles. Au lieu d'aider le peuple afghan à façonner son propre destin, l'approche de la communauté internationale était à courte vue, et a miné l'autonomie locale. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui.

Cinq femmes afghanes se sont adressées au Conseil de sécurité depuis août dernier. Elles vous ont appelés à maintenir les droits humains et la gouvernance inclusive et vous ont mis en garde contre les conséquences de vos inactions.

Aujourd'hui, il est de votre ressort de prendre des décisions qui pourraient élever le peuple afghan, la région et le monde, et briser le cycle du conflit et de la violence. Mais vous devez agir maintenant.

Le mandat de la MANUA

Ce Conseil est parfaitement conscient de la forte dégradation des droits des femmes engendrée par l'arrivée des talibans au pouvoir. Vous avez notamment été informés par de nombreuses femmes afghanes et par l'ONU sur les restrictions au droit et à la liberté d'aller et venir des femmes, y compris leurs habits et leur accès à l'éducation et au travail. Bien que les talibans aient annoncé la levée de certaines restrictions, la mise en pratique de leurs engagements reste incertaine.

L'accès des femmes à la justice et aux procédures régulières a été sévèrement limité en raison de l'absence d'un système judiciaire autonome et opérationnel. La liberté d'expression et l'espace civique ont pratiquement disparu. Presque 70% des médias ont fermé et 72% des journalistes qui ont perdu leur travail sont des femmes.

La répression des droits des femmes semble être au cœur de la vision des talibans pour l'Afghanistan. C'est pourquoi les femmes continuent à manifester à travers le pays, malgré le danger qu'elles encourent. Ces mouvements locaux ont persisté malgré l'acharnement des talibans qui les ont attaquées, détenues, et même forcées à livrer de faux témoignages. À l'heure actuelle, les talibans fouillent les maisons et les bureaux de Kaboul, semant la peur parmi les Afghans ordinaires. Cette manœuvre d'intimidation devrait alerter la communauté internationale, surtout celles et ceux qui cherchent à collaborer avec les talibans, qu'il faut les juger pour leurs actes et non pour leurs paroles. Une collaboration sans conditions est synonyme de complicité.

Les talibans sont prêts à faire taire quiconque les oppose. Il s'agit de montrer clairement que vous, en tant que communauté internationale, les observez. Il est pour cela nécessaire que la MANUA dispose d'un mandat solide afin d'assurer le monitoring et le reporting sur les droits humains et de soutenir la mise en œuvre des obligations internationales de l'Afghanistan. La nomination d'un Rapporteur spécial chargé de suivre la situation des droits humains en Afghanistan est certes importante, mais elle ne remplace pas la MANUA ni les infrastructures déjà en place avant août. Ni les violations commises par les talibans, ni leurs engagements ne peuvent être surveillés sans les médias, la société civile, et la communauté internationale. Par conséquent, la MANUA doit disposer des ressources et des capacités nécessaires pour élargir son champ d'action et pour venir en aide aux organisations locales dans leur mise en œuvre des droits humains.

Le Conseil de sécurité doit impérativement s'assurer que l'égalité des genres et les droits des femmes, y compris la protection *et* la participation des femmes, soient une priorité pour la MANUA. Personne ne sera à l'abri si vous ne vous mobilisez pas aussi pour la participation active des femmes dans les sphères publiques et politiques au sein de leur pays. J'exhorte donc le Conseil de sécurité à garantir un mandat de la MANUA clairement favorable à la participation entière, sûre, égale et significative des femmes au sein de tous les procédés et à la consultation régulière avec des femmes et avec la société civile en général, y compris la communauté LGBTQI+, les jeunes, les victimes et toutes les communautés ethniques et religieuses.

La réponse humanitaire

Aujourd'hui, près de 60% d'Afghans et d'Afghanes ont besoin d'aide humanitaire, et il faut environ 4,4 milliards de dollars pour la fournir. Les organisations pour les femmes afghanes appellent à verser au moins 40% de ces fonds à des femmes, des filles et des mères célibataires, et à augmenter de manière significative les fonds versés aux organisations humanitaires locales. Par ailleurs, il est impératif que les femmes participent aux actions humanitaires. L'aide humanitaire doit être effectuée en partenariat avec la société civile afghane qui, avec les ressources adéquates, est prête à apporter son soutien. Il est temps que la communauté internationale rende aux Afghans et aux Afghanes ce qui leur appartient.

Bien que l'aide humanitaire soit essentielle, elle ne peut en aucun cas remplacer une économie nationale forte. L'aide au développement sert à éviter l'effondrement du système bancaire et permet aux Afghans et aux Afghanes ordinaires et aux organisations locales d'accéder à des ressources vitales.

Excellences, je veux être claire : la décision prise récemment par les États-Unis de partager les 7 milliards de dollars de fonds gelés de l'Afghanistan et d'en priver la population afghane n'est rien d'autre que du vol. Ces fonds appartiennent au peuple afghan, et ils doivent lui être restitués. Afin d'empêcher que ces fonds soient utilisés en faveur des talibans, ils peuvent être libérés progressivement auprès de la Banque centrale, qui se doit de rester indépendante et dirigée par une équipe technique neutre. Par ailleurs, bien que les talibans aient récupéré suffisamment de revenus depuis leur prise de pouvoir, les agents publics ne sont pas payés régulièrement. À quoi sert cet argent ? Il faut exiger plus de transparence sur l'utilisation de ces fonds, ainsi qu'un contrôle renforcé de tout fonds supplémentaire entrant dans le pays.

L'avenir politique

J'en viens à mon dernier point.

Cela fait à présent 6 mois et les talibans ne se sont toujours pas prononcés sur leur vision d'un avenir politique, et n'ont pas tenu leurs promesses concernant la sécurité. Au contraire, les talibans ont gardé un lien étroit avec des groupes terroristes étrangers, notamment à travers le réseau Haqqani et Al-Qaïda ; l'EI-K s'est élargi dans le pays, et les talibans ont créé des bataillons d'attentats-suicides au sein de leurs propres forces armées.

Madame la Présidente, avoir une position de force exige d'être capable de gouverner, et ce de manière responsable. Il s'agit d'avoir une responsabilité envers le peuple qu'on gouverne. Et de faire preuve de sagesse lorsque ce dernier serait en désaccord. C'est la seule manière.

Les talibans sont en quête d'un émirat islamique, c'est-à-dire un gouvernement formé autour d'un seul chef choisi par un conseil et qui maintient tout le pouvoir, tandis que durant ces 20 dernières années, le peuple afghan a connu la démocratie, où les citoyens élisent leurs représentants.

Le peuple afghan doit être en mesure de s'exprimer librement, et tous les Afghans doivent être représentés au sein de tout gouvernement futur. La communauté internationale peut jouer un rôle décisif dans la coordination des pourparlers entre le peuple afghan et les talibans, ainsi que dans le suivi de la progression vers cet objectif. Cependant, afin de mener cet objectif à bien, vous devez être unis et établir des attentes précises concernant les questions essentielles comme les droits des femmes, la liberté de la presse, une gouvernance inclusive, et la représentation égale des hommes, des femmes, des jeunes, des représentants de la société civile, des victimes et des personnes LGBTQI+, toute ethnie et appartenance religieuse confondues, avec l'appui et la surveillance de la MANUA. Pour finir, la communauté internationale doit être prête à retirer son soutien dans la mesure où ces attentes ne seraient pas respectées.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan a récemment annoncé au Conseil de sécurité que l'ONU était « bien placée pour continuer à soutenir le peuple afghan ». Madame la Présidente, cher(e)s membres du Conseil, je suis convaincue que l'ONU est bien placée pour le faire uniquement dans la mesure où elle a le courage d'affirmer ses propres valeurs—de promouvoir la paix et la protection de tous les Afghans, y compris les femmes—même si la tâche s'avère difficile. L'ONU peut seulement y arriver si vous, le Conseil de sécurité, lui en donne le mandat ainsi que votre soutien.

J'ai conservé ce morceau de terre pendant des années pour me souvenir de là où j'ai commencé. Alors que tant de choses ont changé, cette terre, tout comme la volonté du peuple afghan, a perduré. À mes compatriotes afghans : que cette terre soit la preuve de notre force et la bannière de notre espoir.

Je vous remercie.